

NOU PAKA LAGÉ

Pointe-à-Pitre, le 28 novembre 2021

DÉCLARATION DU COLLECTIF DES ORGANISATIONS EN LUTTE

Considérant que le chaos sanitaire, social, humain, économique et institutionnel soi-disant dénoncé par certains et subi par une large frange de la population de Guadeloupe résulte des décisions politiques violentes, humiliantes pratiquées de tout temps par les gouvernements successifs de la France à l'égard du peuple de Guadeloupe ;

Considérant la fière, vaillante et déterminée mobilisation des travailleurs, du peuple et de la jeunesse de Guadeloupe depuis le 17 juillet *toupatou* en Guadeloupe, sur les piquets de grève devant les entreprises et établissements publics et privés depuis le 1^{er} septembre, sur les routes de Guadeloupe depuis le 15 septembre et surtout l'extraordinaire journée de *liannaj* du peuple de Guadeloupe à l'initiative des mouvements culturels du samedi 27 novembre ;

Considérant le vaste mouvement populaire de lutte en cours contre le pass sanitaire, l'obligation vaccinale, pour l'accès aux soins et la défense des droits et des libertés ;

Considérant le cahier de revendications déposé par les organisations syndicales de Guadeloupe porté par le Collectif d'organisations syndicales, politiques et culturelles ;

NOUS, COLLECTIF DES ORGANISATIONS EN LUTTE

Prenons acte de la communication qui nous a été transmise par le préfet nous informant que le ministre des outre-mer serait finalement disposé à nous recevoir le lundi 29 novembre 2021 et **DÉCLARONS** :

Cette invitation non encore formalisée au delà de la composition d'une délégation de 6 personnes n'est nullement précise sur la portée de cette rencontre ;

- S'agit il d'une rencontre protocolaire et de communication politique ?
- S'agit-il de l'amorce des négociations sur la base du cahier de revendications des organisations syndicales réclamées par les travailleurs et le peuple en lutte, en matière de santé, d'éducation, de transport, de lutte contre la pauvreté et le chômage, et pour l'accès à la formation et à l'emploi des jeunes, l'accès aux services publics, pour la préservation des petites entreprises ?

Toute la communication de l'État, du premier ministre, du ministre de la santé, du ministre de l'éducation, du ministre de l'intérieur, du ministre des outre-mer n'a nullement répondu aux préoccupations et revendications.

En conséquence,


NOUS, COLLECTIF DES ORGANISATIONS EN LUTTE EXIGEONS :

- Que cette première rencontre se tienne avec tous les membres du Collectif en lutte et non avec une délégation de 6 personnes ;
- Que cette rencontre fixe les bases et un processus pour l'engagement de véritables négociations ;
- Le retrait de toutes les décisions de suspensions et de fermeture de cabinets et d'arrêt d'activité des professionnels des secteurs de la santé, de l'éducation, du social et du médico-social, libéraux, salariés, agents publics et pompiers ;
- Le retrait de toutes les décisions de sanctions liées à l'application du pass sanitaire ;
- L'arrêt de toutes les procédures et poursuites prononcées et en cours contre les militants, les manifestants, le peuple et singulièrement les jeunes ;
- L'amélioration immédiate des conditions de vie des familles notamment par la baisse des prix des carburants, de la bouteille de gaz ;
- L'embauche massive des jeunes sur des contrats pérennes !

LE COLLECTIF DES ORGANISATIONS EN LUTTE APPELLE

Les travailleurs, les jeunes, les retraités, le peuple de Guadeloupe, à maintenir et à renforcer les piquets de grève devant les entreprises, les piquets de lutte populaire, *toupatou* en Guadeloupe, jusqu'à la satisfaction de toutes nos revendications.

Pour le Collectif des organisations en lutte


Jean-Marie NOMERTIN

Page 2 sur 2

NOU PAKA LAGÉ